Ukraine. L'agence créée par BHL et financée par des oligarques n'a pas bonne réputation

COURRIER INTERNATIONAL - PARIS

Publié le 13/03/2015 - 10:38



L'Agence de modernisation de l'Ukraine (AMU), initiée par un trio de personnalités européennes dont le Français Bernard-Henri Lévy et soutenue par trois oligarques ukrainiens à la réputation douteuse, suscite critiques et scepticisme.

"L'Ukraine a besoin d'un plan Marshall s'élevant peut-être à quelques centaines de milliards d'euros", expliquait le 3 mars le député chrétien-démocrate allemand Karl-Georg Wellmann (CDU) dans un entretien au quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. L'homme est cofondateur, avec Bernard-Henri Lévy et le député conservateur britannique Lord Risby of Havervill, de l'Agence de modernisation de l'Ukraine (AMU). La raison : "En l'état actuel [du pays], personne n'est prêt à investir", et aurait donc un besoin urgent de réformes.

Des oligarques sulfureux

Ce jour-là se tenait à Vienne le forum international Ukraine Tomorrow (L'Ukraine demain), en présence de nombreuses personnalités occidentales, d'une grosse délégation ukrainienne et d'oligarques sulfureux, précise le quotidien viennois *Die Presse,* qui ajoute : "Celui qui tire les ficelles s'appelle Dimitri Firtach."

Recherché par le FBI, assigné à résidence dans la capitale autrichienne, Firtach serait, avec les deux autres milliardaires ukrainiens Rinat Achmetov et Victor Pintchouk, l'un des principaux financiers du lancement de l'AMU. Des investisseurs occidentaux sont également attendus pour alimenter un fonds de 300 milliards d'euros, ainsi que des "investisseurs russes", selon les propos de Firtach à *Die Presse*, mais la part de ces derniers ne devrait pas dépasser les 25%.

Grands Européens

Préparé depuis plusieurs mois, l'agence s'assigne trois réformes essentielles : constitutionnelle, financière et fiscale, juridique. Elle devrait être dirigée par un "triumvirat" austro-allemand – Michael Spindelegger, Karl Schlögl, Udo Brockhausen –, comporter huit personnalités européennes qui ont occupé des positions politiques de haut rang, dont Peer Steinbrück, Günter Verheugen, Rupert Scholz côté allemand, Peter Mandelson côté anglais, Vlodzimierz Czymoszevicz côté polonais, ainsi que Bernard Kouchner et Laurence Parisot côté français.

Tous sont appelés à travailler avec leurs équipes au sein de groupes de travail indépendants, disent vouloir solliciter des contributions financières, y compris des institutions européennes, et présenteront leur programme de réformes dans "deux cents jours".

Hostilité à Kiev

Si, comme l'affirme *Der Spiegel,* le gouvernement allemand se dit sceptique, des députés ukrainiens ont déjà résolument pris position contre cette initiative qui n'aurait pas été coordonnée avec les autorités de Kiev et pour laquelle "les politiques européens se seraient laissé abuser" et serviraient de "cache-sexe", résume *Stern.*

De son côté, la presse ukrainienne est claire, relate *Der Spiegel* dans sa dernière édition, citant un commentaire du journaliste Vitali Portnikov sur ses compatriotes oligarques impliqués dans l'AMU : “C'est comme si des loups décidaient d'une initiative contre la consommation de viande.”

Danièle Renon